

# DÉCLARATION LIMINAIRE



## **Voici la déclaration de notre Délégué Syndical lors de la dernière réunion plénière :**

Cette information intervient dans un contexte de tension sociale sans précédent au sein de l'entreprise, et qui est entièrement imputable à sa direction. Notons d'ailleurs qu'aucune mention n'en a été faite lors de l'information-consultation de Juin 2024 sur la situation économique et financière de l'entreprise, alors que les décisions ayant conduit aux dépréciations et à la présente information étaient déjà connues et effectives depuis le début de l'année.

Les instances représentatives du personnel se plaignent depuis plus d'un an de nombreuses entraves à l'exercice de leur mandat (informations déloyales, absence de NAO, négation de la représentativité des élu-es CSE, documents obligatoires tels que le RUP et DUERP manquants ou erronés, ...) alors que celles-ci sont simplement animées d'une volonté de régler les problèmes existants dans l'entreprise. Elles jouent leur rôle de prévention et de représentation, rôle qui est attendu par les salarié-es. Pourtant cela n'a pas empêché la direction de les prendre à partie, y compris individuellement et nommément, devant l'ensemble des salarié-es de l'entreprise. Le CSE a engagé des pourparlers avec l'entreprise via son conseil juridique il y a plusieurs mois, mais ils n'avancent pas car la direction joue la montre.

Elles constatent et alertent également depuis plus d'un an sur la dégradation sans précédent des conditions de travail et l'augmentation inquiétante des risques psycho-sociaux dans l'entreprise, sans réaction à la hauteur.

Il s'agit d'une situation anormale et illicite qui ne fait que nourrir de potentiels contentieux.

Je tiens à vous alerter solennellement au nom de la section syndicale STJV et du syndicat dans son ensemble que :

Si vous engagez sur une quelconque procédure visant à réduire les effectifs par des départs forcés (y compris départs soi-disant volontaires ou ruptures conventionnelles, étant donné la dégradation des conditions de travail que vous avez soigneusement préparée depuis plus d'un an) alors il s'agira du franchissement d'une ligne rouge, et c'est inacceptable pour nous.

Nous vous conseillons de réévaluer urgemment votre stratégie, sans quoi nous serons dans l'obligation de défendre nos emplois et conditions de travail par tous les moyens à notre disposition.

Il ne vous a certainement pas échappé que le dialogue social inexistant dans l'industrie du Jeu Vidéo a mené très récemment à plusieurs grèves très suivies, y compris hier et jusqu'à demain dans le groupe Ubisoft à l'échelle nationale, mais aussi au studio Spiders qui a été rejoint par les collègues de Kylotonn le mois dernier.

Don't Nod ne fait pas exception étant donné la situation à la fois financière et sociale de l'entreprise dont, je le rappelle, la direction est seule responsable.